

# « J'ai cherché à largement donner la parole à ces soldats »

“Si cette putain de guerre pouvait finir.” Histoire et sociologie des mutins de 1917. Dans la thèse, qu'il a soutenue en mai dernier à l'Université de Montpellier III, André Loez s'intéresse à la sociologie des mutins et à leurs pratiques. A partir des pistes déjà ouvertes par d'autres, il donne des événements qui ont secoué l'armée française après l'échec du Chemin des Dames, une lecture plus complète. Son travail sera publié en janvier. Interview.



Mai 2009, Montpellier III. André Loez, enseignant, membre du Collectif de recherche international et de débat sur la guerre de 1914-1918 (CRID 14-18), en compagnie de son directeur de thèse, Frédéric Rousseau. © Damien Becquart/CG 02.

La Lettre du Chemin des Dames - Les mutineries ont déjà donné lieu à une thèse d'Etat. Vos recherches aboutissent-elles à des conclusions différentes de celles des historiens qui ont déjà travaillé sur le sujet ?

**André Loez** - Oui. Il faut rappeler que la thèse en question, parue en 1967, était due à un historien très proche de l'armée, Guy Pedroncini, pour qui les mutineries restaient quelque chose de scandaleux : un « mal », une « fièvre », comme il l'écrit souvent. S'il a joué un grand rôle en dissipant la légende d'un complot pacifiste à l'origine des mutineries, il ne permettait pas de comprendre l'action et les pensées des mutins, ce que j'ai essayé de faire. Cette piste avait été ouverte par les travaux de Leonard Smith et Denis Rolland. J'ai tenté de proposer une analyse plus complète en incluant dans mon travail bien des éléments – désertions, cris et désobéissances individuelles, 27 mutineries collectives jusqu'ici inconnues – habituellement laissés de côté. Ils dessinent une crise de discipline globale de très grande ampleur au printemps 1917.

LCDD - Connaît-on mieux les mutins, leur sociologie, la nature et les modalités de leurs refus ?

**A.L.** - Cela reste lacunaire, par manque de sources, mais on sait désormais que ceux qui participent aux actions collectives contre la guerre sont avant tout des fantassins, plutôt jeunes (la moitié ont été incorporés après 1914), plutôt urbains, et plus éduqués que la moyenne. Cela explique aussi comment ils se saisissent de modes de protestation parfois très élaborés, comme des pétitions et des tracts contre la guerre. Ces actions très réfléchies coexistent avec des pratiques plus ordinaires de défoulement, d'évitement des tranchées, de revanche contre les officiers... Leur point commun est la mise en pratique d'un refus de la guerre.

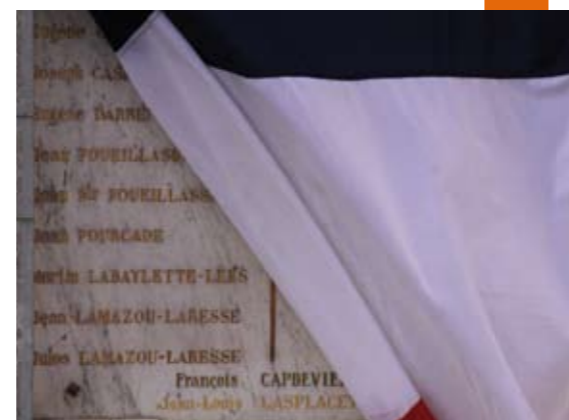
LCDD - Avez-vous identifié des pratiques de refus d'obéissance jusqu'alors méconnues ? Lesquelles ?

**A.L.** - En plus de cet usage intense de l'écrit, ce qui m'a frappé est la tentative, recommencée une dizaine de fois, de se « rendre à Paris » pour « parler aux députés » et faire cesser la guerre. Certains mutins ont fait de réels préparatifs pour se rendre en train dans la capitale et ont été arrêtés in extremis lorsque les dirigeants ont connu ces tentatives, considérées comme une menace très grave. La « marche sur Paris » empêchée des mutins, jusqu'ici complètement invisible dans l'historiographie, révèle la radicalité de certains refus au sein des mutineries.

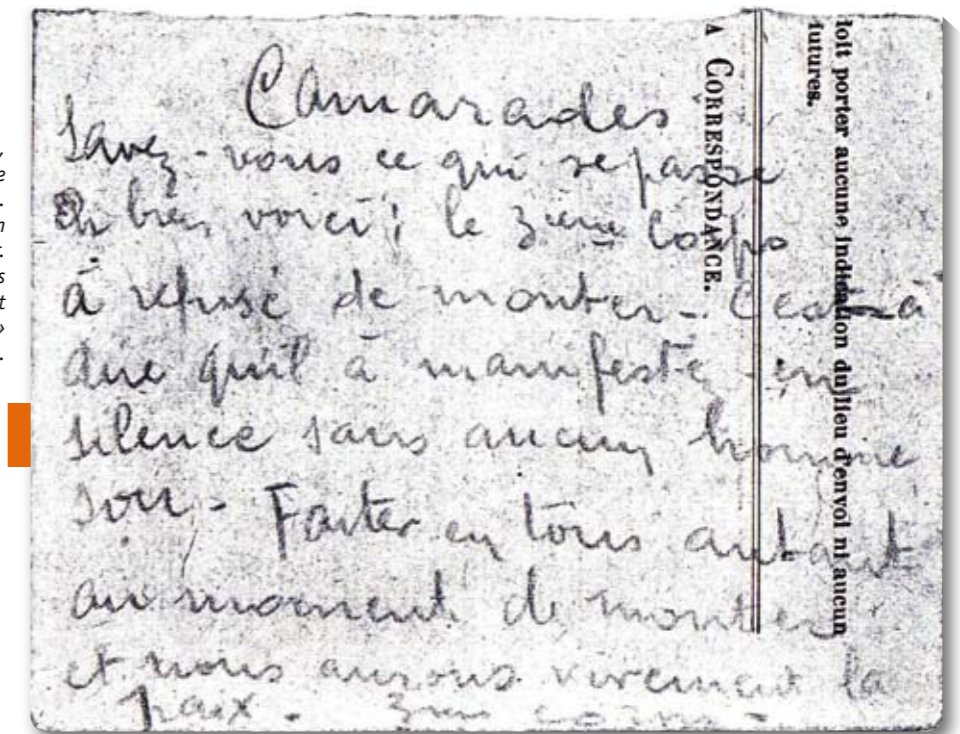
LCDD - Quelles sources nouvelles avez-vous pu exploiter ?

**A.L.** - Il est rare de disposer de sources absolument « nouvelles ». J'ai eu la chance de rencontrer des textes méconnus, grâce à des correspondants qui me les ont signalés. On découvre alors une mutinerie dont on ne savait rien, au détour d'un carnet ou d'une lettre, dans des régiments qu'on croyait « non touchés » par l'indiscipline. J'ai surtout pu travailler sur les très riches dossiers de la Justice militaire, accessibles sur dérogation, qui donnent accès aux interrogatoires des mutins et des témoins. C'est pourquoi j'ai cherché, dans mon ouvrage, à largement donner la parole à ces soldats, en citant leurs dépositions ainsi que les extraits de lettres saisis par le contrôle postal. Tant d'historiens ont prétendu dire le dernier mot sur les mutineries qu'il me paraissait important de faire entendre, directement, les discours des acteurs, allant des refus les plus simples (« C'est-y-bientôt la fin » ; « Si cette putain de guerre pouvait finir ») aux plus élaborés : « Ah Marianne, que fais-tu de tes enfants. »

Dans le village d'Aydius (Pyrénées-Atlantiques) : le nom d'un mutin, Jean-Louis Lasplacettes, rajouté en 2009 sur le monument aux morts.  
© Damien Becquart/CG 02.



Tract de mutin de la 5<sup>e</sup> division d'infanterie, non daté, rédigé au crayon sur un fragment de carte de correspondance militaire (9 x 7 cm).  
« Camarades savez-vous ce qui se passe eh bien voici : le 3<sup>e</sup> corps a refusé de monter. C'est-à-dire qu'il a manifesté en silence sans aucun homme sou. Faites-en tous autant et nous aurons vivement la paix. 3<sup>e</sup> corps. »  
© Archives du Service historique de la défense.



LCDD - Il existe une vision “mécaniste” de la crise de 1917 qui décrit une sorte d'enchaînement implacable : une guerre qui dure, la promesse d'une offensive décisive, suivie d'un échec, l'espoir brutalement anéanti auquel s'ajoute un problème de management des permissions... Total : une révolte !  
Pour vous, les mutineries traduisent un mouvement social dont les acteurs sont des citoyens sous l'uniforme. Etes-vous parvenu à identifier les séquences de ce mouvement et leurs caractéristiques ?

**A.L.** - En effet, les mutineries ne sont pas une simple « réaction » à une offensive qui échoue. Celles-ci d'ailleurs ne manquaient pas depuis le début de la guerre, sans provoquer de révolte... Ce qui change en 1917 est le contexte général : alors que beaucoup de soldats ont cru la victoire proche à travers l'offensive du Chemin des Dames, d'autres événements paraissent déstabiliser la situation. La révolution russe, la conférence pacifiste prévue à Stockholm, les premières grèves d'ampleur, de violentes interpellations au Parlement, tous cela se conjugue au mois de mai 1917 pour rendre possible et pensable une mobilisation contre la guerre. Car les soldats sont en même temps des civils et des citoyens, qui cherchent en permanence à se tenir au courant de la situation à l'arrière, et qui sont décidés à faire valoir leurs droits et à faire entendre leur voix dans le cadre républicain. On est bien loin de la « grogne » militaire et passagère si souvent décrite. De même, il faut sortir de la « légende dorée » qui accompagne toujours le rôle de Pétain dans la résolution de la crise, suivant laquelle son empathie pour les soldats l'aurait conduit à accorder généreusement des permissions. En réalité, il ne fait qu'appliquer la loi, les permissions étant un droit bien codifié depuis 1916. Surtout, envoyer des dizaines de milliers d'hommes en permission à la fin des mutineries, en juin-juillet 1917, était le moyen le plus sûr de mettre fin au mouvement, en dispersant les soldats mécontents. Derrière une mesure en apparence « humanitaire » on retrouve le souci de gestion de la troupe partagé par tous les chefs militaires. Par ailleurs il est certain que les mutineries ont contribué à modérer les ambitions offensives du commandement dans les mois qui ont suivi. Par leur mouvement, les mutins ont, de fait, réussi à empêcher les nombreuses attaques prévues au printemps 1917.

LCDD - Pourquoi tant d'investigations sur les mutineries, si l'on considère qu'elles n'affectent qu'une petite partie des seuls fantassins et qu'elles n'empêchent pas les pouvoirs militaire et politique de poursuivre la guerre ? Est-ce parce que vous pensez qu'à travers l'analyse approfondie des manifestations de désobéissance,

on peut montrer que ce qui relève de la contrainte est plus décisif que ce qui ressort du consentement ?

**A.L.** - Les mutineries impliquent une minorité de soldats tout simplement parce qu'il est très compliqué de s'engager et de désobéir, a fortiori dans une armée en guerre. Les militants, les résistants, les mutins sont toujours minoritaires. Cela ne signifie pas que leur action est minime ou modérée. Mais cela montre bien à quel point il est difficile de contester le cours ordinaire des choses, surtout pour un événement comme la Grande Guerre, énorme épreuve collective que nul individu n'est à même d'arrêter. C'est pourquoi l'idée d'un « consentement » à la guerre est excessive : qu'on le veuille ou non, depuis 1914, il y a la guerre. On n'a pas à consentir parce qu'il n'y a en réalité pas le choix. À l'inverse, je ne parlerais pas de contrainte pour expliquer pourquoi dans ces conditions la plupart de gens obéissent quand même : plutôt de conformisme ou de résignation.

LCDD - Que répondez-vous à ceux qui observent que chez les soldats peuvent cohabiter en même temps une forme d'acceptation, résultat d'un sentiment d'appartenance nationale, et le sentiment de subir ?

**A.L.** - C'est évident : il y a une grande complexité des attitudes face à la guerre, qui ne se résument pas au « pacifisme » ni au « patriotisme ». Chez les mêmes combattants, on peut voir coexister le sens du « devoir » national, l'attachement à la « petite patrie », la nécessité de faire preuve de courage devant ses camarades, aussi pour ne pas « déshonorer sa famille », avec une forme d'indifférence et de soumission, ou encore le souhait que la guerre s'arrête le plus vite possible, et enfin le sentiment d'une injustice, que c'est « toujours les mêmes qui se font tuer ». On ne pourra jamais dire avec certitude ce qu'avaient dans la tête ces hommes de 1914-1918. Mieux vaut à mon sens essayer de décrire les liens sociaux et les obligations réciproques qui rendaient le « devoir » très concret, et très difficile la désobéissance.

Recueilli par Damien BECQUART  
(questions et réponses écrites)

A paraître en janvier 2010 :  
André Loez, 1914-1918. Les refus de la guerre, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », [titre provisoire].